



Et maintenant ? On continue !

La journée de grève et de manifestation du 18 septembre a amplifié le succès de celle du 10 septembre, avec plus d'un million de manifestants et des actions de toutes sortes (blocages, piquets de grève, assemblées générales, etc.). Quelles en seront les suites ?

Les ministres passent, le programme reste

Lecornu continue à vouloir nous faire payer la « dette » : 44 milliards d'économies ? 25 milliards ? Cela dépendra du rapport de force. Mais dans tous les cas, ce sera en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, en sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... En concertation avec le grand patronat pour continuer à financer les marchands de mort, Dassault, Safran, Thalès, à offrir chaque année 270 milliards de subventions et exonérations et à engraisser les actionnaires des grandes entreprises.

Battre le fer tant qu'il est chaud...

Face à la déclaration de guerre aux classes populaires que représente le projet de budget, l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre a sorti les confédérations syndicales de leur léthargie. La journée du 18 septembre a été un succès encore plus important, avec des taux de grève que l'on n'avait pas vus depuis longtemps, comme dans les transports, et beaucoup de jeunes dans les manifestations.

Mais que proposent les organisations syndicales pour faire suite à ce succès ? Un « ultimatum » creux, qui revient à renvoyer la balle à Lecornu. De leur côté, le Parti socialiste, les Écologistes et le Parti communiste français acceptent de discuter avec lui afin de négocier les sacrifices qu'ils voudraient nous imposer. La France insoumise, elle, refuse de le rencontrer, et, au lendemain du 10, avait appelé à poursuivre le mouvement... mais en donnant pour perspective la destitution de Macron, c'est-à-dire un retour aux arcanes institutionnels. Mais pour stopper la politique patronale, pour renverser la vapeur, il faudra bien plus qu'un simple départ de Macron, bien plus même qu'un simple changement de la Constitution. Il faudra s'en prendre au pouvoir des patrons de nous exploiter et à cette classe bourgeoise

qui ne manque jamais de politiciens pour la servir et nous écraser.

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, il faudra les y contraindre en bloquant l'économie par la grève, et pas seulement quelques journées de grèves réussies : nous l'avons vu en 2023 avec le mouvement contre la casse des retraites. Il faut une grève qui s'étende dans tous les milieux de travail et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits.

... en forgeant nos revendications

Un tel mouvement ne peut se contenter de la revendication d'un « meilleur budget », ou de « conditions » au pillage de centaines de milliards d'euros de nos impôts par les grandes entreprises ! Qui ferait grève pour taxer à 2 % des fortunes multipliées par quatre depuis le Covid ? Ou pour « geler » l'éloignement de la retraite à 63 ans au lieu de 64 ?

Pour que des millions de travailleurs risquent leur paie, et, pour les plus précaires, leur emploi, il faut que le jeu en vaille la chandelle : des augmentations de salaire qui repoussent les fins de mois du 15 au 30, des embauches qui mettent fin aux cadences infernales, et bien d'autres choses encore. C'est de nos vies qu'il s'agit : personne n'est mieux placé que nous pour savoir ce dont nous avons besoin. C'est à nous de déterminer nos revendications.

Saisissons l'occasion pour en discuter dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, en construire les étapes. Des dizaines de grèves ont éclaté ces deux dernières semaines. Dans chacune d'elle se joue un peu du rapport de force entre nous, le monde du travail, et nos ennemis, les capitalistes. Mais pour que nous l'emportions, il faudra frapper ensemble, aller vers une grève générale, seule à même de vraiment « tout bloquer » !

Le budget... et tout le reste, à la poubelle !

Les journées de mobilisation sociale des 10 et 18 septembre ont été bien suivies y compris à Moissy et au Pecq.

Il faut dire que les sujets de colère ne manquent pas : que ce soit le budget antisocial du gouvernement ou nos conditions de travail qui se dégradent, on en a marre de trinquer pour les actionnaires ! Reste à nous organiser pour convaincre un maximum de collègues de nous rejoindre et vraiment inverser le rapport de force.

Pas de bâillon pour les RPS

La direction de la Sevesc, dans le déni de la dégradation des conditions de travail de l'équipe branchements neufs de Suresnes, a été condamnée à respecter la décision du CSE de faire réaliser une enquête par un cabinet spécialisé indépendant.

Ceci est une victoire sur une direction qui veut nous faire croire qu'elle «gère» tout et qu'il n'y a pas de problème. Cette décision a été longue, plus de six mois, la direction jouait sur une procédure bâillon avec la complicité de la justice qui demande à chaque partie de pailler son avocat.

L'organisation et la grève, partout où c'est nécessaire, serait un moyen plus rapide pour le faire respecter.

Perte du contrat : tous concernés

La perte du contrat d'Hydreaulys nous concerne tous, qu'on soit service support ou exploitation, des collègues se voient imposer un avenir incertain qui pourrait arriver à n'importe lequel d'entre nous.

C'est pour ça qu'il ne faut pas attendre d'être les prochains, mais se mobiliser pour de meilleurs salaires et pas des primes volatiles. Et c'est notre solidarité qui nous fera obtenir les meilleures conditions de transfert si cela nous arrive.

Martinique : les agents de la Saur en grève

Les salariés sont en grève depuis le 11 août. En cause : le non-respect d'un accord passé lorsque la Saur a repris le contrat qui comportait une « prime de bienvenue » pour les agents transférés du délégataire précédent mais aussi pour les salariés déjà employés par la Saur. Elle n'a versé qu'une moitié de la prime en début d'année, puis conditionné le versement de la deuxième partie aux résultats de l'entreprise, avant de dire que le tout tiendrait lieu de NAO !

Malgré les lettres de réquisition adressées depuis fin août par le préfet, les grévistes sont bien décidés à obtenir leur dû et ont le soutien de la population à laquelle ils s'adressent par des distributions de tracts et des réunions.

Pour Suez, vive l'uberisation ?

Suez se vante d'avoir un partenariat préférentiel avec l'entreprise Uber : la recommander pour nos déplacements professionnels, avoir des tarifs préférentiels Uber Eats... Une manière de faire baisser les notes de frais pour l'un et de désengorger la cantine pour l'autre ? En tous les cas une manière de faire la promotion de l'uberisation des entreprises, ce «môdèle» pour le capitalisme qui consiste à casser le statut des salariés en les transformant en faux indépendants sans aucune protection.

Le capitalisme ravage même les nuages

Dans une étude devant paraître en octobre dans la revue Environmental Science & Technology, on apprend que, selon la météo du moment, entre 6 et 140 tonnes de pesticides circulent dans le ciel français, contenus dans les nuages.

Des substances interdites en Europe sont transportées sur des milliers de kilomètres. Les territoires éloignés des activités humaines y sont aussi exposés, par le biais des précipitations. Un problème mondial donc, car le capitalisme ravage la planète dans sa course aux profits, au prix de notre santé.

Encaisser les aides et fermer les usines

L'émission Complément d'enquête de jeudi dernier sur France 2, a révélé que Michelin avait utilisé une partie des aides publiques du CICE pour acheter des machines neuves destinées à son usine de La Roche-sur-Yon... fermée quelques mois plus tard. Ces machines n'auraient jamais été mises en service et ont été transférées vers des sites étrangers, ce que la direction de Michelin conteste en partie.

Avec 1,9 milliard d'euros de bénéfices réalisés l'an dernier, le groupe continue pourtant de profiter massivement d'argent public, tout en supprimant des centaines d'emplois (613 à la Roche-sur-Yon) et en licenciant les ouvriers qui ont bâti sa richesse.

Il est grand temps d'en finir avec le pouvoir de cette grande bourgeoisie : reprenons le fruit de notre travail et faisons payer les patrons !

Gaza : rien à attendre de l'ONU

La reconnaissance de l'État palestinien par des pays occidentaux ne changera pas grand-chose. La semaine dernière, les États-Unis ont encore bloqué à l'ONU une résolution appelant au cessez-le-feu à Gaza. Trump laisse Netanyahu poursuivre son génocide car Israël est le meilleur allié de l'impérialisme américain au Moyen-Orient.

La vraie solidarité avec les Palestiniens passe par la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse du monde entier !